

• (4.20 p.m.)

Je prétends, monsieur l'Orateur, que tous les arguments avancés par le premier ministre (M. Trudeau) en faveur d'une réduction planifiée et par étapes de nos forces en Europe justifient de façon logique et rationnelle le retrait de nos forces d'Europe. Le premier ministre a lui-même déclaré que notre rôle doit être politique plutôt que militaire. Si notre rôle doit être politique et non militaire, à quoi bon maintenir en Europe des forces que les circonstances rendent inutiles? Les fonds affectés à l'entretien de ces forces pourraient être mis à un meilleur usage dans d'autres domaines des affaires internationales.

Le deuxième point que je veux commenter, c'est que le Canada devrait insister sur une réévaluation du rôle de l'OTAN dans les affaires mondiales. L'OTAN est devenu uniquement une alliance militaire. De temps en temps, on semble vouloir mettre sur pied des programmes économiques, selon les dispositions de l'article II, mais rien n'est accompli. Nous avons laissé l'OTAN s'imprégner presque exclusivement de principes militaires. Il est temps de réévaluer son rôle politique en recherchant une entente et en opérant le retrait des forces militaires en Europe.

Je pense qu'en ce qui concerne l'OTAN, nous avons une fixation de Ligne Maginot. Nous sommes arrivés à un point mort où il ne reste d'autre solution que d'entasser les armements et d'augmenter les effectifs militaires ou de chercher une issue pour sortir de cette impasse. Cela nous ramène aux jours qui ont précédé la guerre 1914-1918 quand la Triple Entente et la Triple Alliance s'affrontaient en Europe, chacune construisant de plus gros et de meilleurs navires de guerre et constituant des armées plus importantes, tout en assurant à la population que l'accumulation d'armes était la meilleure garantie qu'elles ne seraient jamais utilisées. C'est exactement ce que nous faisons aujourd'hui. Notre façon de penser est complètement dominée par ceux dont l'intérêt est de faire durer l'impasse qui assure des postes aux généraux et des contrats aux usines d'armements. Le Nouveau parti démocratique, lors de ses congrès successifs, a souhaité que le Canada demeure membre de l'OTAN, afin qu'il use de son influence pour que l'organisme serve d'instrument politique de rapprochement entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Monsieur l'Orateur, personnellement je doute de plus en plus que l'OTAN, avec sa politique, puisse jouer ce rôle. L'Organisation a fait grise mine à la proposition de conférence faite par le Pacte de Varsovie, lors de sa réunion du mois dernier. En réponse à une question posée par mon collègue le député de Selkirk (M. Schreyer), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a dit lundi que les États membres de l'OTAN ne l'a-

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

vaient pas vraiment rejetée. En lisant le compte rendu des délibérations, on voit que Pietro Nenni, d'Italie, et Willy Brandt, d'Allemagne, y étaient favorables.

L'hon. M. Sharp: Ils étaient présents aux délibérations et ont donné leur assentiment.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Précisément, ils étaient favorables à l'idée d'une conférence.

L'hon. M. Sharp: Et nous l'étions.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): D'autres ne l'étaient pas. Le Canada n'a pas encore dit si l'idée leur a plu. Permettez que je vous signale les points agréés par le Canada et dont le communiqué fait mention. En voici un extrait:

... d'examiner avec l'Union soviétique et d'autres pays de l'Europe orientale quelles questions concrètes se prêteraient le mieux à une négociation fructueuse et une solution prochaine.

Certes si ce n'est pas là battre froid à l'offre spontanée d'une conférence entre les parties au pacte de Varsovie et les pays membres de l'OTAN je ne sais ce que c'est. Certains allégueront que les pays adhérant au pacte de Varsovie bluffent, et ne sont pas sincères. C'est peut-être vrai, mais la seule façon de s'en assurer c'est de se rendre à la table de conférence. Il semble fort probable que certains sont nullement pressés d'y aller. Nous ne contribuerons en rien à amener la détente en Europe si nous continuons à soucrire au principe selon lequel il faut toujours s'opposer à «l'ennemi» et l'ignorer parce qu'une confrontation militaire ultime est inévitable. A mon avis, si nous ne parvenons pas à obtenir que l'OTAN repense son rôle dans le monde, nous devrions étudier sérieusement l'utilité de notre participation à cet organisme.

L'OTAN a, je crois, perdu de vue ses objectifs politiques fondamentaux, entre autres, l'engagement que prend chaque État membre de raffermir et de sauvegarder ses institutions démocratiques. La Grèce sauvegarde-t-elle ses institutions démocratiques? Le Portugal, qui livre une guerre colonialiste à l'Angola, cherche-t-il à sauvegarder et à raffermir ses institutions démocratiques? Le conseil des ministres a passé la question sous silence. Notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait de même. Le moment est venu, je pense, pour le Canada d'informer le conseil des ministres de l'OTAN que, si des pays comme la Grèce et le Portugal persistent dans leur politique de répression de la démocratie et de la liberté sans s'exposer à être exclus de l'Alliance, le Canada préfère s'en retirer.

Ma troisième proposition, c'est que le Canada devrait s'employer davantage à